

Tendance. Les étudiants français à l’assaut des universités belges



Photo Pixabay/cc

Les étudiants français sont de plus en plus nombreux en Belgique, notamment dans les disciplines paramédicales et en psychologie. Au point que certaines facultés saturent.

Ce n’est pas tout à fait un raz-de-marée, mais le phénomène est loin d’être sans conséquences. Chaque année, les universités belges accueillent environ 40 000 nouveaux étudiants étrangers ; et chaque année, parmi ces “non-résidents”, les étudiants français sont plus nombreux. Le quotidien *Le Soir* énumère les principales filières concernées par cet afflux massif d’étudiants venus d’outre-Quévrain : essentiellement les disciplines médicales et paramédicales – médecine vétérinaire, orthophonie, kinésithérapie, notamment –, auxquelles il faut ajouter la psychologie et les beaux-arts.

À Liège comme à Bruxelles, les effectifs explosent, les enseignants commencent à manquer, les locaux sont de moins en moins adaptés, mais pas question d’augmenter les crédits, explique sur le site *The Conversation* le doyen de la faculté de psychologie, logopédie et sciences de l’éducation de l’université de Liège (ULiège). “Dans le système budgétaire à enveloppe fermée qui est d’application en Belgique francophone, l’accroissement du nombre d’étudiants ne s’accompagne pas d’une augmentation des moyens alloués pour les encadrer.”

Victimes de la sélection et déçus de Parcoursup

À l’université de Liège, plus de 20 % des étudiants en master de sciences psychologiques sont français. “Leur nombre a plus que doublé en deux ans”, constate Étienne Quertemont, c’est-à-dire depuis que les conditions d’entrée en master ont changé dans les universités françaises : 30 % des étudiants licenciés ne passent pas le cap du concours ou de l’examen de dossier.

Depuis 2018, la Belgique attire aussi les déçus de Parcoursup. Le site d'information 7sur7.be publie le témoignage de Marion Breure, qui rêvait d'intégrer une école d'infirmière. "La jeune fille sort d'une année de prépa et d'un CDD dans un Ehpad, mais malgré sa détermination elle a été refusée dans 46 écoles de France : 'En fait, tout ça ne sert à rien. J'ai fait une année de prépa enrichissante personnellement mais, finalement, je me retrouve sans école. Je trouve ça dramatique.'" Marion est aujourd'hui inscrite dans une école de Bruxelles.

Cette année, rapporte le site de la RTBF, seul un étudiant étranger sur quatre intégrera la filière kinésithérapie à Liège – après tirage au sort. La procédure a été mise en place en 2006 : il s'agissait déjà de limiter le nombre d'étudiants français. "Les dernières années avant 2006, leur nombre n'en finissait pas d'augmenter. Cela portait préjudice à la qualité des cours pratiques", témoigne Marc Vanderthommen, qui enseigne à l'U-Liège. D'autant que ces étudiants "repartaient généralement exercer en France... Ils étaient donc formés aux frais du contribuable belge." Désormais, en kiné, un quota d'étudiants étrangers est établi : il correspond à 30 % des nouveaux inscrits de l'année précédente. "Lorsque le nombre de demandes d'inscription dépasse le nombre de places réservées aux étudiants non résidents, on procède au tirage au sort", explique Le Soir.

"Pas de solution en vue"

Le "décret non-résident" qui permet de limiter le nombre d'étudiants étrangers à 30 % dans les formations paramédicales a-t-il des chances d'être étendu à d'autres disciplines, comme la psychologie ? Étienne Quertemont en doute fortement. "Cette mesure se heurte à deux écueils. Le premier est la nécessité de démontrer que l'excès d'étudiants étrangers en psychologie entraînerait un risque pour la santé publique en Belgique. Le second est que le décret non-résident est lui-même juridiquement contesté pour sa contradiction avec les règles européennes de libre circulation."

Instaurer un concours en début de bachelier (équivalent de la licence), au risque de pénaliser les étudiants belges, ou en début de master, au risque d'empêcher des étudiants licenciés d'accéder au marché du travail, n'est pas non plus la bonne solution, plaide le professeur de psychologie, qui ne voit pas de "solution immédiate".

Au bord de la saturation, les filières concernées se préparent donc à prendre des mesures d'urgence pour "parer au plus pressé". En novembre 2018, les étudiants en psychologie de l'Université libre de Bruxelles (ULB) avaient manifesté pour protester contre le manque de moyens et d'enseignants. "Les banderoles arborent ce message : '1 étudiant = 1 place'", rapportait le site de la RTBF. En cause, déjà, un brusque afflux d'étudiants français.

SOURCE : COURRIER EXPATParis www.courrierinternational.com/expa